Spécificités et limites du nationalisme taiwanais

Jean-Pierre Cabestan

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/916>
ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2005
ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Jean-Pierre Cabestan, « Spécificités et limites du nationalisme taiwanais », *Perspectives chinoises* [En ligne], 91 | septembre-octobre 2005, mis en ligne le 01 octobre 2008, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/916>

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Tous droits réservés

Spécificités et limites du nationalisme taiwanais

Jean-Pierre Cabestan

- 1 Le nationalisme taiwanais constitue aujourd'hui une réalité incontournable. En même temps, il est à bien des égards spécifiques. S'adossant à un Etat — la République de Chine (RDC), un régime fondé par Sun Yat-sen en 1912 puis établi par Chiang Kai-shek à Nankin en 1927 avant de trouver refuge en 1949 à Taiwan — directement issu de la nation chinoise, ce nationalisme reste fondé sur une « communauté imaginée »² assez récente (moins de soixante ans et moins de vingt ans depuis le début de la démocratisation de l'île), contestée et revendiquée par la République populaire de Chine (RPC) et donc isolée sur le plan diplomatique.
- 2 Il existe depuis longtemps à Taiwan un courant nationaliste, que l'on pourrait qualifier de fondamentaliste, partisan de l'indépendance pure et simple de l'île et convaincu de la non appartenance de la culture taiwanaise à la culture chinoise. Néanmoins, pour des raisons à la fois internationales et intérieures, celui-ci a peu de chances de gagner le soutien de la majorité des Taiwanais. En revanche, l'identification à partir de 1949 entre la République de Chine et Taiwan a favorisé l'émergence d'une conscience nationale taiwanaise que la démocratisation de l'île à partir de 1986 a consolidée. En d'autres termes, confirmant la thèse d'un Gellner ou d'un Hobsbawm³, l'Etat République de Chine, par défaut à Taiwan après 1949, est le principal ferment du nationalisme taiwanais. Si bien qu'encore pétrie de culture chinoise, la société insulaire a construit une identité culturelle, puis politique taiwanaise que l'intransigeance de Pékin sur la question de la souveraineté de la Chine a contribué à renforcer. Ainsi, la plupart des Taiwanais sont aujourd'hui « souverainistes » en ce sens qu'après plus de cinquante années de construction nationale — subie dans un premier temps et voulue dans un second — ils estiment que seule la République de Chine à Taiwan — et non la Chine populaire — peut les représenter tant sur la scène intérieure que sur la scène internationale. Le nationalisme taiwanais s'articule — et s'est donc construit et même reconstruit — autour de cette complexe réalité qui le rend plus particulier, modéré et pluriel qu'ambigu — quel nationalisme est dénué d'ambiguïté ou de contradictions ? —, mais lui permet de rester ouvert à un compromis avec le nationalisme

chinois, si celui-ci parvient à prendre en compte son existence et à lui réserver une place au sein de la nation chinoise⁴. Dans un cas contraire, le nationalisme taiwanais pourrait dans une certaine mesure se radicaliser et devenir un obstacle supplémentaire à toute construction de la paix dans le détroit de Formose.

Le nationalisme taiwanais : des racines géographiques avant d'être historiques

- 3 Les racines du nationalisme taiwanais sont géographiques avant d'être historiques. En effet, l'insularité de Taiwan explique bien des développements historiques survenus depuis que cette terre située à quelque 150 km des côtes du Fujian et principalement habitée par des Austronésiens (50 000 dans les plaines et probablement 50 000 dans les montagnes contre environ 25 000 Chinois en 1600) a été colonisée, d'abord par les Hollandais (1624-1661) et les Espagnols (1626-1642), puis par la Chine. C'est en effet son insularité qui a permis au général Koxinga (Zheng Chenggong), fidèle à la dynastie Ming, d'y établir et d'y maintenir pendant plus de vingt ans un régime chinois opposé aux Mandchous (1661-1683)⁵. C'est aussi son insularité qui a contribué à transformer Taiwan après sa conquête et son annexion par l'Empire mandchou en 1683 en « région frontière ». En effet, Pékin en administrait les seules plaines occidentales — laissant les aborigènes des montagnes dans une indépendance de fait — et y contrôlait étroitement l'augmentation de la population han (2,5 millions en 1893 contre 130 000 en 1684), afin de limiter les conflits avec les peuples austronésiens. De même, située au carrefour des lignes du commerce maritime international, Taiwan a, dès le milieu du XIXe siècle, suscité les convoitises des grandes puissances de l'époque, notamment de la Grande-Bretagne, de la France (échec de l'expédition Courbet en 1884-1885) et du Japon qui y voyait le prolongement « naturel » de l'archipel des Ryukyu. Et ce sont ces convoitises qui ont incité la Cour mandchoue (dont Li Hongzhang) à moderniser l'île, à renforcer sa sécurité, à l'élever au rang de province en 1885 avant de devoir la céder, dix ans plus tard, à l'Empire japonais. Enfin, en 1949, après avoir pensé un temps se réfugier sur l'île de Hainan, Chiang décida de transférer provisoirement son régime à Taiwan car son insularité, sa distance du continent et les défenses militaires construites par les Japonais le protégeaient nettement mieux que toute autre frontière géographique ou militaire contre les armées essentiellement terrestres de Mao Zedong. En d'autres termes, l'insularité de Taiwan est directement à l'origine de la coexistence plus que cinquantenaire de deux régimes politiques chinois rivaux.
- 4 Mais l'insularité a aussi favorisé à Taiwan, même lorsque celle-ci était subordonnée au pouvoir continental chinois (avant 1895 et entre 1945-1949), la formation d'un particularisme socio-culturel qui, en dépit de l'hégémonie démographique han, a toujours été plus profond que dans les autres provinces han du pays. Ce particularisme a été nourri par une immigration chinoise, en provenance principalement du Fujian, une province très enclavée qui a toujours eu tendance à tourner le dos à la capitale impériale⁶.
- 5 La seconde caractéristique du nationalisme taiwanais est que ce phénomène s'est beaucoup plus nourri d'une opposition entre les continentaux arrivés avec Chiang en 1945-1949 (*waishengren*, aujourd'hui environ 13 % de la population) et les Taiwanais de souche (*benshengren*, 87 %), que d'une volonté de s'extraire de la nation chinoise. Lorsque, aux termes du traité de Shimonoseki, Taiwan est passé en 1895 sous domination japonaise, la population insulaire a tenté de résister à cette occupation. Par exemple, plusieurs mandarins mandchous et notables locaux décidèrent alors de fonder une République de Taiwan (*Taiwan minzhuguo*). Mais, contrairement à ce que certains nationalistes taiwanais avancent aujourd'hui, cet acte n'avait pas pour but d'asseoir une

quelconque indépendance de l'île. Il s'inscrivait dans un projet de retour de Taiwan à un Empire chinois invité à maintenir sa suzeraineté et sa protection sur ce territoire momentanément perdu⁷. Et une partie notable des opposants taiwanais à la colonisation japonaise continua de poursuivre cet objectif tandis qu'un autre groupe plus réaliste et plus influent (représenté notamment par Lin Hsien-tang) concentrait sa revendication sur l'établissement d'une autonomie politique au sein de l'Empire nippon. Mais la politique d'assimilation forcée adoptée par Tokyo en 1936, peu avant l'éclatement de la guerre sino-japonaise, devait tuer ces espoirs et développer à Taiwan un ressentiment beaucoup plus profond que le disent aujourd'hui les nationalistes taiwanais contre un occupant particulièrement répressif⁸. C'est la raison pour laquelle, en 1945, les troupes de Chiang Kai-shek furent accueillies en libérateurs par les Taiwanais.

- 6 Il est vrai que cette perception fut de courte durée. L'incompétence et la corruption des nouveaux administrateurs, leur méfiance à l'égard d'une population dont ils surestimaient la « nipponisation »⁹, puis la répression qui suivit la révolte locale du 28 février 1947 ont durablement brisé le rêve taiwanais d'un retour harmonieux à la nation chinoise. Le 28 février a aussi secrété un double phénomène qui devait perdurer : d'une part, un sentiment de nostalgie à l'égard de la période japonaise, dont la colonisation, pourtant sans ménagement, est aujourd'hui décrite par les nationalistes taiwanais sinon comme un âge d'or, du moins comme une ère de modernisation économique et institutionnelle, et même d'apprentissage de la démocratie locale (entre 1919 et 1936) ; d'autre part, l'affirmation d'une conscience (*Taiwan yishi*) et une identité taiwanaises (*Taiwan rentong*) fondées sur un parcours historique spécifique, ainsi qu'une revendication autonomiste et démocratique des élites taiwanaises qui a peu à peu donné naissance à un véritable mouvement indépendantiste¹⁰.
- 7 Car, en 1945 ou en 1947, prolongeant une revendication formulée au cours de la colonisation japonaise, la grande majorité de ces élites ne réclamaient pas l'indépendance mais une certaine forme d'autonomie¹¹. Certes, après le 28 février, quelques activistes, tel par exemple Liao Bun-gei (ou Thomas Liao Wen-yi), demandèrent aux Nations Unies d'établir un mandat ou Trusteeship à Taiwan afin de permettre à la population de décider par référendum du statut final de l'île (indépendance ou appartenance à la RDC). Toutefois, ce courant était très minoritaire et s'exila rapidement au Japon¹². Dans le contexte répressif de l'après 28 février, marqué également par la guerre civile sur le continent et la préparation du transfert du gouvernement nationaliste à Taiwan, la majorité des élites politiques de l'île ne pouvait véritablement concevoir une quelconque revendication indépendantiste.
- 8 En d'autres termes, beaucoup plus que la colonisation japonaise, c'est la séparation durable de la Chine en deux Etats distincts qui a fait le lit du mouvement indépendantiste taiwanais et a permis à la conscience et à l'identité taiwanaises de se muer en nationalisme. En conséquence, les particularités géographiques et historiques du nationalisme taiwanais n'ont en rien affaibli la thèse (aujourd'hui classique) d'un Gellner ou d'un Hobsbawm selon laquelle l'Etat précède la nation : Taiwan constitue une illustration parfaite quoique évidemment spécifique de cette thèse¹³.
- 9 En 1950, le ralliement des Etats-Unis à une politique de la Chine unique a freiné l'essor de ce mouvement. Les hésitations d'un président Truman tenté, après l'éclatement de la guerre de Corée (juin 1950), de réactiver l'idée enterrée depuis la Conférence du Caire, de transformer Taiwan en un Trusteeship des Nations Unies alimentèrent probablement un temps les espoirs du petit mouvement indépendantiste, on l'a vu, déjà largement exilé au

Japon. Mais cette position américaine était plus dictée par la stratégie de containment du communisme en Asie que par une volonté de remettre en cause les engagements passés¹⁴. Et dès 1953, Eisenhower apporta un soutien sans nuance à Chiang et à sa RDC en exil dont il contribua à maintenir un statut international disproportionné par rapport à sa puissance réelle (un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU). La politique des deux Chine qu'au cours des années 1960, notamment après la reconnaissance du gouvernement de Pékin par Paris en 1964, Washington chercha à formaliser n'a été qu'un épisode sans lendemain, même s'il trouva un écho favorable dans les rangs de l'opposition taiwanaise, dite *dangwai* (hors parti).

- 10 C'est d'ailleurs en 1964 que le directeur du département de science politique de l'Université nationale de Taiwan, Peng Ming-min, fut arrêté pour avoir critiqué les projets de Chiang de reconquête du continent, demandé la démocratisation de Taiwan et revendiqué la non-appartenance de l'île à la Chine, proposant la coexistence pacifique de ces deux Etats sur la scène mondiale et au sein des Nations Unies¹⁵. Prisonnier de la vieille RDC et croyant, à tort, le régime de Pékin au bord de l'effondrement, Chiang resta hostile à toute politique des « deux Chine ». Cette obstination devait accélérer le rajustement de la politique américaine. Dès 1971, obsédés par la menace soviétique, les Etats-Unis, à l'initiative de Kissinger et de Nixon, abandonnèrent définitivement toute velléité de faire officiellement entériner par la communauté internationale l'existence de deux Etats chinois, maintenant formellement une politique de la Chine unique qui devait se retourner contre Chiang (remplacement de la « clique de Chiang Kai-shek » par le régime de Pékin à l'ONU en 1971, communiqué sino-américain de Shanghai en 1972). Satisfaisant en apparence à la fois Mao et Chiang, ce changement préfigurait la normalisation sino-américaine de 1979 et fixait les bases d'une politique chinoise dont les Etats-Unis ne se sont plus départis depuis lors.
- 11 Ces événements eurent deux conséquences principales : d'une part, ils accrurent la pression de l'opposition en faveur d'une démocratisation du régime taiwanais ; d'autre part, ils devaient renforcer le nationalisme taiwanais et en particulier son courant indépendantiste. En effet, l'expulsion de la RDC de l'ONU puis la « dé-reconnaissance » américaine décrédibilisaient la politique de la Chine unique du KMT. Réduite au rang de « non-Etat »¹⁶, la RDC pouvait-elle continuer de prétendre à la représentation de la nation chinoise ? Et inversement, la RPC pouvait-elle prétendre représenter Taiwan sur la scène internationale ?

Démocratisation, isolement diplomatique et nationalisme taiwanais

- 12 Dès 1972, un processus de taiwanisation de l'administration et de prudente libéralisation politique fut engagé par Chiang Ching-kuo, le fils de Chiang Kai-shek (mort en 1975), devenu Premier ministre. Mais cette évolution devait rapidement favoriser la montée en puissance d'un mouvement identitaire taiwanais à la fois culturel (notamment littéraire) et politique dont le vecteur le plus connu fut la revue *Meilidao* (*Formose*)¹⁷. Adoptant pour titre le nom occidental ou « pré-chinois » de l'île, cette publication symbolisait cette fusion entre la revendication démocratique et la revendication d'autodétermination. L'interdiction de *Meilidao* et l'arrestation de ses animateurs en décembre 1979, dans un contexte d'isolement diplomatique croissant de la RDC, contribuèrent à consolider cette fusion, dont la traduction politique fut la création en 1986 du Parti démocrate progressiste (PDP), la principale formation d'opposition au KMT¹⁸.
- 13 L'année 1986 constitue donc une date charnière dans l'histoire politique de Taiwan comme du nationalisme taiwanais. En effet, pour la première fois, Chiang Ching-kuo

décidait de tolérer la constitution d'un parti dirigé par des Taiwanais de souche et promouvant la conscience et l'identité taiwanaises, sinon ouvertement l'indépendance de Taiwan. Cette décision s'inscrivait dans un changement stratégique d'orientation du KMT dont les deux piliers se trouvaient étroitement liés : d'un côté, la levée de loi martiale (juillet 1987) et la démocratisation progressive des institutions (à partir de 1991) ; de l'autre, l'ouverture de relations commerciales et humaines indirectes (via Hong Kong) avec la Chine populaire (automne 1987). Sans reconnaître le régime de Pékin, Chiang prenait en compte une réalité qui devait ipso facto conduire à une identification politique assumée (mais cependant non juridique) entre la République de Chine et Taiwan, ou plus exactement les territoires placés sous la juridiction (*guanxia*) de Taipei : Taiwan, les Pescadores, Kinmen et Matsu¹⁹. Achievé par Lee Teng-hui, un Taiwanais de souche, après la mort de Chiang Ching-kuo en janvier 1988, ce tournant fondamental devait à la fois lâcher la bride au nationalisme et à l'indépendantisme taiwanais, mais aussi le canaliser par le jeu démocratique, mettant en lumière ses ambiguïtés et ses limites.

- 14 Car, dès sa fondation, le PDP a été traversé de courants divergents et la faction indépendantiste, c'est-à-dire accordant la priorité à une rupture claire et définitive entre la nation chinoise et la nation taiwanaise, était minoritaire. Le principal enjeu était alors la démocratisation et donc la taiwanisation du système politique. Certes, les événements de Tiananmen sur le continent, les réformes politiques introduites par Lee Teng-hui à partir de 1991, la mise en place d'un canal de communication officieux entre Taipei et Pékin ainsi que l'adoption par le gouvernement du KMT d'un programme à long terme de réunification de la Chine, tous ces facteurs contribuèrent à renforcer la cause indépendantiste. Ainsi, en 1991 toujours, à la demande de Chen Shui-bian et d'autres, le PDP ajoutait à ses statuts la fameuse clause favorable à l'autodétermination de Taiwan, proposant d'imposer aux responsables de l'île de soumettre toute décision relative au statut définitif de l'île à l'approbation de la population²⁰. Toutefois, la ligne plus nettement indépendantiste adoptée alors par le PDP lui coûta des voix, l'incitant rapidement à modérer son discours. C'est ainsi que dès 1995, le PDP, alors présidé par Shih Ming-teh, décida de se contenter du statu quo, axant, comme le KMT et les autres forces politiques issues de la démocratisation (y compris le Nouveau Parti, une formation dissidente du KMT), son combat international sur l'amélioration du statut diplomatique de Taiwan et en particulier son retour à l'ONU. En d'autres termes, la démocratisation de Taiwan a créé sur l'île un nouveau consensus que l'on peut qualifier de « souverainiste » entre le KMT taiwanisé et le PDP : la « RDC à Taiwan » est un Etat souverain dont l'avenir ne peut être décidé que par les Taiwanais eux-mêmes. S'il n'exclut pas a priori toute unification future avec une Chine démocratique, ce nouveau consensus accorde la priorité au développement, à la sécurité et à la survie de l'île comme Etat-nation déjà indépendant ainsi qu'à la consolidation de sa démocratie. Désormais, en dépit des rivalités qui les opposent, tous les partis politiques taiwanais doivent prendre en compte et intégrer ce nouveau consensus ainsi que le nationalisme « civique » qu'il a secrété²¹.

La consolidation du nationalisme taiwanais depuis les années 1990

- 15 Depuis les années 1990, le nationalisme taiwanais s'est nettement affirmé. Cette montée en puissance est le résultat non seulement de la démocratisation mais d'un processus dialectique où les forces politiques locales qui le promeuvent se sont trouvées confortées par l'hostilité de la Chine populaire à son endroit. Une certaine radicalisation, de nature nativiste, c'est-à-dire s'efforçant de favoriser la promotion des Taiwanais de souche au

détriment de leurs compatriotes d'origine continentale, voire fondamentaliste, en a résulté.

La montée en puissance de l'identité politique et culturelle taiwanaise

- 16 L'affirmation de l'identité taiwanaise est un phénomène avéré. Si les sondages peuvent donner des résultats variables, tous mettent en lumière la même tendance : la majorité des citoyens de la RDC se considèrent aujourd'hui comme taiwanais (entre 45 et 50 % selon les sources contre 14 % en 1992), ou à la rigueur taiwanais et chinois (entre 39 et 41 % contre 33 %) mais rarement comme chinois (entre 8 et 11 % contre 49 %)²². Et d'après certains instituts proches du PDP, fin 2004, près des deux tiers des Taiwanais (61 %) seraient dans le premier cas, 16 % seulement dans le second et 14 % dans le troisième²³.
- 17 Cette indéniable évolution recouvre une métamorphose progressive de l'identité avant tout politique et aussi, dans une certaine mesure, culturelle des Taiwanais. Favorisée par la réhabilitation d'une culture taiwanaise longtemps réprimée par la minorité continentale qui domina l'île entre 1949 et 1987, cette transformation a principalement permis une montée en puissance de la communauté *minnan* ou *hoklo* , 70 % de la population) et de son dialecte, promu dès la fin des années 1990 deuxième langue officielle de l'île. Mais elle a aussi donné lieu à une plus grande prise en compte de la diversité des groupes humains de Taiwan et des langues qui y sont parlées, en particulier le hakka (15 % de la population) et les principaux dialectes austronésiens (*atayal*, *tsou*, *ami*, *paiwanic*, etc.). C'est ainsi qu'un discours à la fois universaliste (démocratie et globalisation économique) et nativiste (taiwanais) a pris corps qui est progressivement devenu le discours dominant de la classe politique (KMT taiwanisé de Lee Teng-hui inclus), revendiquant à la fois la reconnaissance du statut d'Etat en droit international de Taiwan et une spécificité historique et culturelle qui la distingue de la Chine populaire²⁴. En 1997, la révision des manuels scolaires et l'introduction d'un enseignement de l'histoire taiwanaise, conçue de manière séparée de l'apprentissage de l'histoire chinoise, constitue l'un des aboutissements de cette mutation²⁵. Un an plus tard, à l'automne 1998, cherchant à rassembler les différentes communautés de l'île, et en particulier à favoriser l'élection du candidat KMT d'origine continentale Ma Ying-jeou à la mairie de Taipei contre le maire sortant Chen Shui-bian, Lee Teng-hui lançait le concept de « nouveaux Taiwanais » (*xin Taiwanren/sin Taiwanlang*). A travers ce slogan unificateur, Lee s'efforçait également de consolider le consensus souverainiste évoqué plus haut.
- 18 Néanmoins, ce discours montre aussi combien l'identité taiwanaise s'est construite non pas par elle-même, de manière en quelque sorte essentialiste, mais en réaction à la fois à l'approche traditionnelle de la culture et de l'histoire chinoises développée par le KMT (jusque dans les années 1990) et par le Parti communiste, au nationalisme chinois et donc à la revendication irrédentiste de Pékin. Destinée à contrer la montée du nationalisme taiwanais, l'intensification des pressions psychologiques et militaires de la Chine populaire — en particulier lors de la crise des missiles de 1995-1996 ou de la mini-crise de 1999 déclenchée par Pékin dans le but de stigmatiser la « théorie des deux Etats » de Lee Teng-hui ou encore travers le livre blanc menaçant de février 2000 — l'a au contraire avivé.
- 19 Avant 1995, le gouvernement du KMT cherchait encore à concilier le principe, certes revisité, de la Chine unique avec la montée de l'identité taiwanaise. Par exemple, le « Livre blanc sur les relations entre les deux rives du détroit » de 1994 déclarait que Taiwan formait désormais, non pas un pays, mais une entité politique (*zhengzhi shiti*), une « communauté de vie » (*shenghuo gongtongti*), une *Gemeinschaft*, dont l'avenir — unification

avec la Chine ou séparation définitive — dépendait principalement de l'attitude de Pékin. Mais en juillet 1999, l'émergence économique et politique de la Chine ainsi que sa volonté de gagner à sa cause les Etats-Unis ont incité Lee Teng-hui à franchir un pas supplémentaire, et probablement décisif. A ses yeux, désormais, Taiwan (RDC) constitue un pays distinct de la Chine (populaire) et leurs rapports ne peuvent qu'être des « relations d'Etat à Etat particulières » (*tesu de guo yu guo de guanxi*). Cette nouvelle caractérisation devait choquer Pékin et l'inciter directement à élever en février 2000 toute procrastination sine die par Taiwan des négociations de réunification en casus belli. Washington jugea Lee responsable de cette nouvelle crise. Néanmoins, plus de 70 % des Taiwanais approuvèrent alors leur Président, confirmant et consolidant ainsi le nouveau consensus qui s'était fait jour à Taiwan au cours des années 1990. En outre, cette montée de l'identité taiwanaise affectait l'ensemble des communautés de l'île, y compris les continentaux, en particulier ceux de la seconde et de la troisième génération tous nés sur l'île et parlant ou comprenant le dialecte hoklo. Ainsi en 1997 déjà, 42,9 % des descendants de continentaux nés entre 1968 et 1981 se déclaraient taiwanais, contre seulement 27,6 % de ceux nés avant 1968²⁶. Enfin, l'identité taiwanaise était de plus en plus instrumentalisée par le gouvernement de Taipei afin de tenter de sortir le pays de son isolement diplomatique, à la fois en recherchant de nouveaux alliés diplomatiques, notamment en Afrique et dans le Pacifique sud, et en développant une diplomatie pragmatique — à l'égard des pays asiatiques entretenant des liens officiels avec Pékin — qui a presque constamment reçu les faveurs de l'opinion²⁷.

- 20 Dans de telles circonstances, il n'est guère étonnant que, inversement, 75 % des Taiwanais soient opposés non seulement à la formule chère à Deng Xiaoping « un pays, deux systèmes », mais à toute réunification²⁸. Si, en raison de la menace militaire de l'Armée populaire de libération (APL), ils se montrent plus favorables au maintien du statu quo (autour de 60 %) qu'à une indépendance formelle de l'île (environ 20 % dont moins de 5 à 7 % sans délais), ils s'identifient avec le pays qui, pour des raisons historiques et pour un nombre croissant d'entre eux par défaut, s'appelle République de Chine mais qui est en réalité Taiwan²⁹. En outre, à chaque fois que la tension monte dans le détroit, les partisans du statu quo augmentent et ceux de toute réunification, y compris à long terme, diminuent. C'est pourquoi, bien que la propagande de Pékin cherche aujourd'hui à « gagner le cœur des Taiwanais », elle n'a réussi pour l'heure qu'à aiguïser leur identité politique, et leur nationalisme.
- 21 De fait, la multiplication des relations économiques et humaines entre les deux rives du détroit n'a pu à ce jour rapprocher les identités taiwanaise et chinoise. Certes, favorisée par l'ouverture économique et une libéralisation politique toute relative du régime de Pékin, ces relations ont permis une meilleure connaissance réciproque et, tissant des liens d'interdépendances de plus en plus étroits, ont contribué à accroître le coût de tout conflit militaire, d'abord pour Taiwan mais aussi pour la Chine populaire. En outre, sensibles à l'environnement politique dans lequel ils opèrent, environ les deux tiers des hommes d'affaires taiwanais (*Taishang*) résidant sur le continent (plus d'un million aujourd'hui) se sentent plus proches du camp bleu (le KMT et le Parti proche du peuple ou Qingmindang, PPP) que du camp vert (le PDP et l'Alliance pour l'unité de Taiwan ou Taiwan tuan jie lian meng, AUT)³⁰. Néanmoins, Taiwanais de souche pour la plupart, et parlant le dialecte hokkien entre eux, ces *Taishang* continuent dans leur ensemble de s'identifier à Taiwan, formant sur le continent une communauté distincte qui partage la plupart des caractéristiques des autres communautés « expatriées »³¹. A la recherche de

leurs racines, les Taiwanais d'origine continentale sont plus disposés à tenter de se réintégrer à la société continentale. Cependant, cette volonté est souvent frustrante et rarement complète, tant cette communauté est aujourd'hui taiwanisée et donc incitée — par leurs compatriotes comme par les autorités chinoises — à rester soudée avec les autres Taishang. De plus, les nombreux touristes taiwanais qui se rendent aujourd'hui en Chine en reviennent en général avec un sens plus net de leur « taiwanitude », c'est-à-dire de leur identification avec l'Etat-nation auquel ils appartiennent. Enfin, si plus de trois millions de visites de Taiwanais sont comptabilisées chaque année en Chine populaire, environ les deux tiers des habitants de l'île ne s'y sont jamais rendus. Ce sont souvent les mêmes Taishang (ou les mêmes touristes insulaires) qui font l'aller et retour plusieurs fois par an. Mais, du fait probablement de cette intégration économique et humaine croissante avec le continent, depuis l'élection de Chen Shui-bian en 2000, le nationalisme taiwanais a pris une forme plus nativiste, fondamentaliste pour ainsi dire, qui a paradoxalement mis en relief les ambiguïtés et les limites de ce phénomène.

La tentation fondamentaliste du nationalisme taiwanais : la « désinisation » complète de l'île.

- 22 On l'a vu, il existe depuis 1945 à Taiwan un courant indépendantiste qui fonde sa revendication sur une identité non seulement politique mais aussi culturelle et ethnique totalement différente de l'identité chinoise ; c'est ce que j'appelle le courant fondamentaliste. Représenté autrefois par Shih Min qui estimait que les 400 années d'histoire taiwanaise étaient celles d'un peuple qui, en traversant le détroit, avait cherché à se libérer du joug chinois³², ce courant s'efforce de démontrer que les habitudes culturelles taiwanaises n'appartiennent pas à la sphère chinoise (ou *han*) et estiment que, du fait des nombreux croisements qui ont eu lieu entre Austronésiens et immigrants chinois, l'ethnie taiwanaise (*Taiwan minzu*) est racialement différente de la *han*. S'il est aujourd'hui minoritaire au sein du PDP, il est nettement plus influent au sein de l'AUT de Lee Teng-hui, qui propage ses idées. Celles-ci sont aussi assez répandues dans les organisations pro-taiwanaises aux Etats-Unis et au Japon³³.
- 23 Néanmoins, afin de s'assurer le soutien des indépendantistes, d'isoler politiquement une opposition tentée, après sa défaite historique de mars 2000, par la « re-sinisation » de son discours et afin d'affirmer à l'extérieur la spécificité de Taiwan, Chen Shui-bian a cherché à instrumentaliser la pression de ce courant. C'est ainsi que son gouvernement a mis en place une politique culturelle et éducative de « dé-sinisation » autrement plus systématique que celle de son prédécesseur, lui substituant une politique « taiwano-centrique » très volontariste³⁴. Toute manifestation culturelle jugée typiquement taiwanaise est désormais encouragée (y compris sur le plan financier) et présentée comme telle, au risque d'accorder une importance démesurée aux cultures austronésiennes, tandis que tout ce qui peut au contraire maintenir un lien avec la Chine est relégué au second plan. Les ambassades officielles de Taiwan à l'étranger ont été chargées de diffuser ce nouveau tropisme³⁵. De même, les autorités de Taipei ont poussé plus avant leur révision des programmes scolaires, introduisant dès 2001 dans les lycées un enseignement de l'histoire très controversé qui privilégie l'étude de Taiwan après 1500 (destiné à mettre en avant son identité austronésienne puis la colonisation hollandaise), puis annonçant en 2004 la mise en place de trois nouveaux piliers de la diffusion de cette discipline : Taiwan, l'Asie (y compris la Chine) et le reste du monde.
- 24 En outre, le gouvernement de Chen Shui-bian a tenté — sans succès pour l'heure — de réécrire le contenu de cet enseignement. Cependant, il a par exemple demandé en 2004 à

des organismes financés par l'Etat (comme la Fondation pour la démocratie taiwanaise dirigée par le vice-ministre des Affaires étrangères Michael Kao Ying-mao) de propager l'idée que le retour de Taiwan à la Chine en 1945 avait été une décision des Etats-Unis, imposée par le général Mac Arthur aux insulaires sans que ceux-ci n'aient été consultés³⁶. Et en juin 2005, il a introduit sur le site du Bureau d'information du gouvernement une histoire de Taiwan rédigée par Huang Fu-san qui développe une interprétation indépendantiste du passé chinois de l'île. Ainsi, Koxinga est présenté comme l'un des pères lointains de la quête taiwanaise d'indépendance³⁷. Sur le plan linguistique, le gouvernement de Chen Shui-bian a élevé le hokkien (ou minnan) en quasi langue officielle et favorisé la diffusion d'ouvrages dans ce dialecte vernaculaire, bien que celui-ci soit loin de pouvoir être totalement transcrit en caractères chinois (sans mentionner les débats sans fin sur ses diverses romanisations)³⁸.

- 25 Enfin, il a décidé de promouvoir un multiculturalisme post-moderne, sans doute importé de Californie, dans le but avoué de diluer l'héritage culturel chinois dans un melting pot où les apports japonais, américains et européens sont mis sur le même plan que cet héritage. Testé par *Taiwan zhiku* (*Taiwan Thinktank*)³⁹, un groupe de réflexion proche du PDP, ce multiculturalisme a été officiellement adopté par ce parti en septembre 2004. Celui-ci en effet a alors approuvé une « résolution sur la diversité (sub) ethnique et l'unité nationale » qui, si elle rejette par principe l'exclusion de toute communauté, considère les continentaux, les Hoklo et les Hakkas, pourtant tous han, comme des « sub-ethnies » (*zuqun*) distinctes, au même titre que les Austronésiens, afin de mieux les réunir dans une identification nationale taiwanaise « dé-sinisée » et de transformer Taiwan en « paradigme de multiculturalisme »⁴⁰.
- 26 Mais plus généralement, Chen Shui-bian et le PDP ont fait de ce nationalisme nativiste « flirtant » avec le fondamentalisme le principal thème de leur action politique, frappant d'ostracisme en vue de les marginaliser les continentaux pourtant taiwanisés qui sont restés influents au sein de l'Armée, du monde universitaire ou des partis d'opposition⁴¹. La mise en avant des racines austronésiennes des Taiwanais de souche a par ailleurs donné naissance à une nouvelle forme de snobisme, les hommes politiques et les personnalités insulaires revendiquant un ancêtre aborigène qui autrefois aurait été honteusement caché. Le Premier ministre Hsieh Chang-ting s'est laissé aller à livrer au public ce nouveau « diplôme de bon nationaliste taiwanais »⁴². L'on mesure ici les dangereuses dérives d'une conception de la nation taiwanaise, de plus en plus éloignée de la notion inclusive de « communauté de destin » pour lui substituer une définition exclusive d'une nation fondée sur un blend racial particulier.
- 27 Toutefois, ayant démontré son efficacité lors de l'élection présidentielle de mars 2004⁴³, cette politique nationaliste a atteint ses propres limites lors de la consultation suivante, les élections législatives de décembre 2004. Le nouveau Parlement est resté quasi-identique au précédent, continuant d'accorder la majorité des 225 sièges à la coalition bleue (KMT : 79 sièges, PPP : 34 sièges) et figeant le camp vert dans ses positions (PDP : 89 sièges ; AUT : 12 sièges)⁴⁴.
- 28 Si de multiples causes expliquent ce résultat, l'on peut estimer que Chen a aussi payé en décembre 2004 le prix d'une promotion par trop univoque et extrême du nationalisme taiwanais, brisant ainsi le consensus qui s'était forgé au cours des années 1990 autour, d'une part, de l'identification entre la République de Chine et Taiwan et, d'autre part, du maintien du statu quo dans le détroit⁴⁵. Les limites et le caractère pluriel du nationalisme taiwanais : De fait, la propagation par le PDP au pouvoir du nationalisme et

surtout du nativisme taiwanais a contribué à intensifier la polarisation politique de la société insulaire. Il a aussi provoqué une montée des pressions chinoises et des préoccupations américaines. Dans un contexte de globalisation et d'intégration économique entre les deux rives du détroit de Formose, il a surtout mis en lumière le caractère schizophrène de la politique de Chen, et partant les limites et le caractère pluriel du nationalisme taiwanais.

- 29 Il est clair que le nationalisme taiwanais constitue aujourd'hui une valeur commune essentielle de l'ensemble de la classe politique : le besoin qu'ont ressenti les candidats de l'opposition, le richissime Lien Chan (KMT) et le continental James Soong Chu-yu (PPP), d'embrasser le sol taiwanais au cours de la campagne présidentielle de 2004 a confirmé le caractère incontournable du discours identitaire résumé par le slogan « aimer Taiwan ». Cependant, le discours du nouveau pouvoir s'est révélé beaucoup plus exclusif qu'inclusif. Il a tout d'abord accru un sentiment de crise au sein de la communauté des continentaux qui, quoique taiwanisée, peut difficilement accepter le nouveau tropisme culturel du camp vert. Ensuite, ce discours a contribué à réveiller un « complexe de l'origine provinciale » (*shengji qingjie*) qui s'était progressivement émoussé à l'issue du processus de démocratisation et de maturation d'un PDP trop souvent tenté d'exclure les continentaux. Si l'activisme culturel déployé à l'égard de la communauté hakka a été bien reçu (et s'est révélé très productif sur le plan électoral), il a accéléré l'aliénation non seulement des continentaux, dont l'allégeance à Taiwan a été souvent, et en général de manière abusive, mise en doute, mais aussi des nombreux Taishang qui, installés en Chine populaire, s'inquiètent de plus en plus de l'isolement identitaire et « localiste » de leur gouvernement. Le nativisme des responsables actuels de l'île les a poussés à occulter à la fois l'hybridité durable de l'identité taiwanaise⁴⁶ et le processus d'intégration économique et humain avec le continent dont ils avaient pourtant en 2001 reconnu la réalité.
- 30 En effet, depuis 1999, un nombre quasi-égal de personnes interrogées se considèrent, d'une part, taiwanais et, d'autre part, taiwanais et chinois (40 % en 1999 et 45 % en 2004). Et plusieurs enquêtes montrent que la jeunesse taiwanaise se retrouve plus volontiers dans cette double identité : 58 % des 20-35 ans contre seulement 37 % des « plus de 55 ans » et 52 % des 36-55 ans en 2002. La même enquête indiquait qu'inversement, 35 % des premiers s'estimaient avant tout taiwanais contre 44 % des seconds et 38 % des troisièmes⁴⁷. En outre, la question est posée de telle manière que la réponse peut se référer soit à l'identité politique, soit à l'identité culturelle, soit aux deux identités des personnes interrogées. Or, on l'a vu, sur le plan historique, le nationalisme taiwanais est beaucoup plus fondé sur un Etat et donc une identité politique distincte de la Chine populaire que sur une taiwanitude culturelle dont les contours sont flous, mouvants et contestés au sein même de la communauté insulaire. Certes, d'après plusieurs enquêtes, le nationalisme culturel taiwanais progresse : du fait de la longue séparation du continent et aussi probablement de la politique volontariste du gouvernement de Chen Shui-bian, une majorité des Taiwanais estime aujourd'hui que les cultures chinoise et taiwanaise sont différentes⁴⁸. Néanmoins, les sondages sur l'avenir du pays montrent aussi que la majorité des Taiwanais ne seraient pas pour autant hostiles à une formule qui, tout en préservant la souveraineté de la RDC, serait assortie d'une forme d'union ou d'intégration politique (*zhengzhi tonghe*) avec la Chine populaire, comme l'avait d'ailleurs proposé Chen en janvier 2001 et – ce que l'on oublie trop souvent – par Lee Teng-hui en juillet 1999⁴⁹. Ce que ces enquêtes montrent en réalité c'est que la majorité des Taiwanais est favorable à la fois à l'indépendance et l'unification, en fonction des circonstances du moment et des

conditions proposées⁵⁰. Et le discours indépendantiste, on l'a vu, reste largement minoritaire. C'est pourquoi, en d'autres termes, identité et nationalisme taiwanais ne sont pas synonymes d'indépendantisme⁵¹.

- 31 Dans de telles circonstances, comment peut-on accréditer l'idée selon laquelle les trois communautés han de l'île (98 % de la population) n'ont plus de liens avec la culture chinoise, ni avec l'idéologie confucéenne ? Si la culture taiwanaise s'est développée de manière autonome par exemple par rapport à la culture minnan du Fujian et ceci depuis le début des migrations de Hoklos sur l'île, est-il possible de contester la proche parenté entre ces deux cultures, et de celles-ci avec les autres facettes de la culture chinoise ? Comment peut-on convaincre les Taiwanais de souche qu'ils ont pour la plupart du sang aborigène alors que les travaux historiques ont montré que, si des mélanges ont bien eu lieu, les disparités démographiques entre Han et Austronésiens contredisaient cette assertion⁵² ? En accordant une telle importance aux liens du sang, les fondamentalistes taiwanais ne reproduisent-ils pas en miroir l'approche communiste chinoise de la notion de « nationalité » (*minzu*) et ne perpétuent-ils pas l'interprétation la plus traditionnelle, et raciste, du nationalisme han⁵³ ?
- 32 A n'en point douter, à trop appuyer ces thèses, Chen et le camp vert ont contribué à fragiliser non seulement le consensus politique intérieur mais aussi le soutien stratégique vital qu'apportent les Etats-Unis à la survie de facto de la RDC. Il est avéré que l'ensemble de la classe politique est favorable au principe d'une loi référendaire ou d'une profonde révision constitutionnelle. Mais l'utilisation intempestive qu'a faite Chen Shui-bian en mars 2004 de la loi sur le référendum — organiser un plébiscite sur la menace militaire de l'APL afin d'enranger plus de voix — a été contestée à la fois par la moitié de l'électorat et par l'administration de George W. Bush, le gouvernement américain le plus favorable à Taiwan depuis 1968⁵⁴. Il en a été de même de son projet de nouvelle Constitution qu'il a dû transformer en plan de « régénération » de la loi fondamentale afin de ne pas enfreindre les engagements diplomatiques pris en mai 2000, et réitérés quatre ans plus tard, auprès de Washington et de Pékin⁵⁵. Enfin, les hésitations du gouvernement Chen à accroître l'effort de défense alors que la menace militaire chinoise ne cesse de croître ainsi que l'opposition d'une grande partie du camp bleu aux achats d'armes proposés par les Etats-Unis montrent combien est faible l'esprit de défense qui devrait en principe sous-tendre le nationalisme taiwanais. C'est dire si la marge de manœuvre des autorités, et par conséquent du nationalisme taiwanais est étroite.
- 33 Il est clair que la promulgation en mars 2005 par l'Assemblée nationale populaire chinoise d'une loi contre la sécession nationale (*fan fenlie guojia fa*) réitérant la menace d'un recours à la force (art. 8) a une nouvelle fois alimenté le nationalisme taiwanais, provoquant ipso facto une hausse de cinq points des partisans de l'indépendance⁵⁶. Cependant, ce courant demeurera probablement minoritaire. Ce que cette nouvelle loi a surtout favorisé, c'est la consolidation du consensus taiwanais contre le refus persistant de la Chine de reconnaître la séparation de la nation chinoise en deux Etats distincts et la survie de la République de Chine fondée en 1912 sur une partie du territoire national. L'accueil très favorable réservé par l'opinion publique taiwanaise aux visites en Chine au printemps 2005 des deux principaux responsables de l'opposition politiques (Lien Chan et James Soong) confirme, s'il en est besoin, la modération et les limites du nationalisme taiwanais. Par delà les divergences et les blocages institutionnels qui opposent le camp vert et le camp bleu, le seul nationalisme partagé par l'ensemble des Taiwanais est celui fondé sur la volonté de défendre le statu quo et l'existence d'une RDC extérieure à la RPC,

c'est-à-dire un nationalisme politiquement taiwanais mais dont la relation avec la culture chinoise restera privilégiée.

- 34 Au total, pour les raisons que nous venons d'évoquer, le nationalisme taiwanais n'est pas un « nationalisme ordinaire ». Il demeurera un nationalisme frustré par la « sinitude » de son héritage historique et culturel, par la revendication irrédentiste des nationalistes chinois et par les « gages » anti-indépendantiste imposés par les Américains. :

La cohabitation entre le nationalisme taiwanais et le nationalisme chinois est-elle possible ?

- 35 Dans de telles circonstances, le nationalisme taiwanais est-il de taille à rivaliser avec le nationalisme chinois ? Plus politique que culturel, plus étatique qu'ethnique, plus moderne et même post-moderne que traditionnel, le premier n'a pas le caractère entier, intransigeant, ombrageux et parfois raciste du second. Si les perversions nativiste et fondamentaliste du nationalisme taiwanais apparaissent d'une certaine manière comme le reflet inversé des tendances les plus conservatrices et impériales du nationalisme chinois, elles ont peu de chances de devenir majoritaires, et de faire consensus, tant la réalité taiwanaise est complexe, globalisée, plurielle... et chinoise.

- 36 Pour autant, sur le plan intérieur comme sur la scène internationale, Taiwan a besoin de son nationalisme car c'est ce nouveau sentiment qui est seul à même aujourd'hui de préserver le consensus « souverainiste » et « civique » sur lequel, d'abord par défaut et plus récemment par projet, est fondée l'existence de la République de Chine à Taiwan. Ici, l'on ne peut qu'être tenté d'établir un parallèle entre la construction actuelle du nationalisme taiwanais et le processus identique favorisé par les responsables politiques d'une autre société principalement chinoise, celle de Singapour. Cependant, contrairement au gouvernement de Singapour, celui de Chen Shui-bian est engagé dans une course contre la montre dont l'objectif est de consolider suffisamment le nationalisme taiwanais avant que l'économie et la société insulaire se retrouve complètement dans l'orbite de la Chine populaire. Et d'une certaine manière, on l'a vu, ce volontarisme a engrangé un certain nombre de résultats. Mais pour se consolider, ce nationalisme devra cultiver, plus que son ambiguïté, son caractère pluriel, à la fois son appartenance au monde culturel chinois et à une nation taiwanaise souveraine appelée République de Chine. Il devra exclure ses manifestations les plus nativistes s'il veut maintenir sur l'île le consensus politique nécessaire à l'esprit de défense d'un Etat non seulement contesté mais menacé par une Chine populaire chaque jour plus puissante. Et enfin, le nationalisme taiwanais devra continuer de se distinguer de l'indépendantisme s'il veut garantir sa survie, c'est-à-dire en particulier l'assurance de la protection américaine, et, à terme, trouver un terrain de compromis avec les manifestations les plus modérées et démocratiques du nationalisme chinois. C'est uniquement sur cette base que la « communauté imaginée » qu'est la nation taiwanaise pourra se construire et prospérer. Sinon, elle continuera de se diviser, de s'affaiblir et finira par se déliter.

NOTES

1. Je tiens à remercier les deux commentateurs anonymes d'une version précédente de cet article pour les très fertiles critiques et suggestions. Je reste évidemment le seul responsable du point de vue et des conclusions exposés dans cet article.
2. Benedict Anderson, *L'Imaginaire national. Réflexion sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 1996.
3. Ernest Gellner, *Nations et nationalismes*, Paris, Payot, 1989 ; Eric Hobsbawm, *Nations et nationalisme depuis 1780*, Paris, Gallimard, 1972.
4. Sur le nationalisme chinois, cf. notre article « Les multiples facettes du nationalisme chinois », *Perspectives chinoises*, n° 88, mai-juin 2005, pp. 28-42. Sur l'ambiguïté et la reconstruction permanente de tout nationalisme, et en particulier du nationalisme chinois, cf. Prasenjit Duara, *Culture, Power and the State: Rural North China, 1900-1942*, Stanford, Ca., Stanford University Press, 1988.
5. Les indépendantistes taiwanais « revisitent » aujourd'hui cette période afin d'élever Koxinga en ancêtre de l'indépendance taiwanaise. Cette interprétation est devenue celle du Bureau d'information du gouvernement de Chen Shui-bian en juin 2005, <http://www.gio.gov.tw/taiwan-website/5-gp/history>. Mais comme le montre, entre autres historiens, Wang Xiaobo, tant au XVIIe, qu'en 1895 ou en 1945-1947, cet « indépendantisme taiwanais » avait pour objectif véritable de réinsérer Taiwan dans un ensemble chinois plus légitime. Cf. *Taiwan yishi de lishi kaocha* (Enquête historique sur la conscience taiwanaise), Taipei, Haixia xueshu chubanshe, 2001, pp. 287 et suiv.
6. Aujourd'hui, les Chinois originaires du Fujian méridional (Minnan ou Hoklo) constituent encore la majorité de la population de l'île (soit 65 %). Les Hakkas, originaires du Guangdong oriental et au particularisme aussi très prononcé, représentent 20 %. Quant aux Austronésiens, les premiers habitants de l'île, ils ne constituent plus que 2 % de la population.
7. Cet objectif est volontairement tu par les indépendantistes taiwanais qui, à l'instar par exemple de la vice-présidente de la République de Chine, Lu Hsiu-lien, estiment que Shimonoseki scella l'abandon de Taiwan par la Chine. La résistance des Taiwanais contre l'occupant japonais est désormais présentée comme une lutte pour l'indépendance par le site du gouvernement de Taipei ; par exemple, la « déclaration d'indépendance » du 23 mai 1895 figure en bonne place et Taiwan est décrit, dans la version anglaise, comme un « homeland » (<http://www.gio.gov.tw/taiwan-website/5-gp/history>).
8. Leo T. S. Ching, *Becoming Japanese: Colonial Taiwan and Politics of Identity Formation*, Berkeley, University of California Press, 2001.
9. La nipponisation des Taiwanais, réelle sur le plan linguistique, s'avéra beaucoup plus superficielle en matière culturelle ou idéologique, cf. Harry J. Lamley, « Taiwan Under Japanese Rule, 1895-1945 », in Murray A. Rubinstein, *Taiwan. A New History*, Armonk, N.Y., M. E. Sharpe, 1999, pp. 201-248.
10. Yun-han Chu & Jih-wen Lin, « Political Development in 20th Century Taiwan : State-Building, Regime Transformation and the Construction of National Identity », *The China Quarterly*, n° 165, mars 2001, pp. 102-129.

11. Les indépendantistes taiwanais contestent ce point que les revendications formulées par les élites de l'île en 1947 et toute l'historiographie ont pourtant contribué à attester. Cf. Peng Ming-min, *A Taste of Freedom: Memoirs of a Formosan Independence Leader*, New York, Holt, Rinehart & Winston, 1972. Cf. aussi Denny Roy, *Taiwan. A Political History*, Ithaca, Cornell University Press, 2003, p. 58.
12. Stevens Philips, « Between Assimilation and Independence. Taiwanese Political Aspirations Under Nationalist Chinese Rule, 1945-1948 », in Rubinstein, 1999, *op. cit.*, pp. 301-302 ; Roy, 2003, *op. cit.*, pp. 93-94.
13. Ernest Gellner, 1989, *op. cit.* ; Eric Hobsbawm, 1972, *op. cit.*
14. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, l'administration américaine envisagea divers statuts pour Taiwan (décolonisation, mandat international, indépendance, retour conditionnel à la Chine) mais le Président Roosevelt décida de restituer l'île à la Chine et informa Chiang Kai-shek de cette décision bien avant de la communiquer à son administration. L'intention de Roosevelt était d'élever la Chine au rang de grande puissance et d'en faire l'un des « quatre policiers » responsables de maintenir la paix mondiale (avec les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Union soviétique, mais, comme on le sait, sans la France). Cf. Richard C. Bush, *At Cross Purposes. U.S. - Taiwan Relations Since 1942*, Armonk, N.Y., M. E. Sharpe, 2003.
15. Peter Chen-main Wang, « A Bastion Created, A Regime Reformed, An Economy Reengineered, 1949-1970 », in Rubinstein, *op. cit.*, p. 335.
16. Françoise Mengin, *Trajectoires chinoises. Taiwan, Hong Kong et Pékin*, Paris, Karthala, 1998, pp. 63-68.
17. A-chin Hsiau, *Contemporary Taiwanese Cultural Nationalism*, Londres & New York, Routledge, 2000, ch. 4.
18. Alan Wachman, *Taiwan: National Identity and Democratization*, Armonk, N.Y., M. E. Sharpe, 1997 ; Christopher Hughes, *Taiwan and Chinese Nationalism. National Identity and Status in International Society*, Londres & New York, Routledge, 1997.
19. Sur le plan strictement juridique, en l'absence de reconnaissance croisée des deux Chine et tant que la RDC ne redessine pas officiellement ses frontières (ce à quoi tant Pékin que Washington s'opposent), le continent reste formellement sous la souveraineté (*zhuquan*) de la République de Chine, du moins pour Taipei. Pour Pékin c'est le principe inverse qui s'applique.
20. Le principe d'autodétermination est distinct de celui d'indépendance et, en théorie, ne s'oppose pas à une unification avec la Chine si celle-ci est approuvée par la majorité des Taiwanais.
21. Cette expression est inspirée de la formule « civic nation-state » proposée par Gunter Schubert à propos de Taiwan, « Taiwan Political Parties and National identity. The Rise of an Overarching Consensus », *Asian Survey*, vol. XLIV, n° 4, juillet-août 2004, pp. 534-554.
22. Les données les plus fiables sont celles du Centre d'études électorales de l'Université nationale Chengchih ; en décembre 2004, celles-ci étaient les suivantes : 45, 5 % des personnes interrogées se considéraient comme taiwanaises (le plus haut score jamais enregistré par ce groupe fut atteint en septembre 2004 : 48, 3%), 46, 1 % comme taiwanaises et chinoises (contre 49, 7 % en mars 2004 mais 38, 4 % en novembre 2003) et 8, 5 % comme chinoises (contre 4, 8 % en mars 2004 mais 9, 4 % en mai 2003) ; cf. aussi Szu-yin Ho & I-chou Liu, « The Taiwanese/Chinese Identity of the Taiwan People in the 1990s », *American Asian Review*, vol. XXX, n° 2, été 2002, p. 39, p. 42, p. 45.

23. On peut émettre des doutes sur le second chiffre qui traduirait une chute très rapide des personnes qui s'estiment à la fois taiwanais et chinois ; cf. <http://www.taiwanthinktank.org/index1.php>.
24. Tu Weiming, « Cultural Identity and the Politics of Recognition in Contemporary Taiwan », *The China Quarterly*, n° 148, décembre 1996, pp. 1115-1140.
25. Laurent Michelon, « La refonte des manuels scolaires à Taiwan : réforme de l'éducation ou réforme politique ? », *Perspectives chinoises*, n° 44, décembre 1997, pp. 51-56 ; Christopher Hughes & Robert Stone, « Nation-Building and Curriculum Reform in Hong Kong and Taiwan », *The China Quarterly*, n° 160, 1999, pp. 977-991 ; Stéphane Corcuff, « L'introspection *han* à Formose. L'affaire des manuels scolaires "Connaître Taiwan", (1994-1997) », *Etudes chinoises*, vol. XX, n° 1-2, printemps-automne 2001, pp. 41-84.
26. Stéphane Corcuff, *Une identification plurielle. Les Continentaux et la transition identitaire à Taiwan, 1988-1997*, thèse, Institut d'études politiques de Paris, 2000 ; « Les 'Continental' de Taiwan, une catégorie identitaire récente », *Perspectives chinoises*, n° 57, janvier-février 2000, pp. 74-84 ; « Taiwan's Mainlanders, New Taiwanese ? », in Stéphane Corcuff (éd.), *Memories of the Future. National Identity Issues and the Search for a New Taiwan*, Armonk, N. Y., M.E. Sharpe, 2002, p. 169.
27. Ainsi, entre 1998 et 2005, sauf au cours des années 2001-2002, 30 à 40 % des personnes interrogées estimaient qu'il était plus important de développer les relations extérieures de Taiwan que les relations avec le continent ; entre 20 et 25 % pensaient l'inverse, tandis que 18 à 22 % estimaient qu'il fallait développer les deux en même temps. En décembre 2004 (comme en 2001-2002), du fait de la tension créée par l'annonce du projet de loi anti-sécession, le premier groupe diminuait fortement (22%), tandis que le troisième augmentait dans d'importantes proportions (42%) ; quant au deuxième groupe, il restait quasi inchangé (28%). En août 2005, le premier groupe représentait 38,9 %, le second, 33,1% et le troisième, 17,4 %. Sur la longue durée, la politique étrangère reste donc aux yeux de l'opinion une priorité. cf. site du Conseil aux Affaires continentales, www.mac.gov.tw consulté le 15 novembre 2005.
28. En août 2005, 72,6 % des Taiwanais étaient opposés à la formule proposée par Deng Xiaoping et 11,4 % y étaient favorables, www.mac.gov.tw consulté le 15 novembre 2005.
29. En août 2005, 13,8 % des Taiwanais sont partisans de la réunification, dont seulement 2,7 % « le plus tôt possible » et 20 % étaient partisans de l'indépendance, dont 5,8 % « le plus tôt possible ». Parmi les 59,5 % de Taiwanais favorables au *statu quo*, 40,5 % souhaitent repousser à plus tard toute décision et 19 % penchaient pour un report définitif de toute décision. Cf. site du Conseil aux Affaires continentales, www.mac.gov.tw consulté le 15 novembre 2005.
30. Gilles Guiheux, « Taiwanais en Chine : une émigration à rebours ? », *Politique internationale*, n° 104, été 2004, pp. 383-384.
31. Entretien avec des Taishang à Shanghai et à Kunshan, novembre 2005.
32. Shih Ming, *Taiwanren sibainian* (Quatre cents ans d'histoire taiwanaise), San Jose, Ca., Paradise Culture Associates, 1980.
33. Dans un but manifestement politique, plusieurs spécialistes effectuent des recherches génétiques sur l'origine raciale des Taiwanais, en particulier des Hoklo et des Hakka et estiment que la plupart d'entre eux ont du sang austronésien. Les travaux du Dr. Chen Shun-sheng, du département de psychiatrie de l'hôpital de Kaohsiung sont souvent cités (*The China Post*, 10 août 2005 et <http://www.asiafinest.com/forum/lofiversion/index.php/t41351.html>).

34. Chang Bi-yu, « De la taiwanisation à la dé-sinisation. La politique culturelle depuis les années 1990 », *Perspectives chinoises*, n° 85, septembre-octobre 2004, pp. 38-49. Daniel C. Lynch, « Taiwan's Self-Conscious Nation-Building Project », *Asian Survey*, vol. XLIV, n° 4, juillet-août 2004, pp. 513-533.
35. En novembre 2005, le bureau de représentation de Taiwan en France organisait à Paris un concert de musique Nanguan, présentant cet art comme typiquement taiwanais alors qu'il est originaire de Chine méridionale. La principale interprète de la troupe, Wang Hsin-hsin, était originaire de Quanzhou au Fujian et ne s'est installée à Taiwan que depuis une douzaine d'années.
36. Cette initiative provoqua une vive réaction du Parti proche du peuple (PPP) de James Soong.
37. <http://www.gio.gov.tw/taiwan-website/5-gp/history>.
38. Henning Klöter, « Taiwan : Vers une société multilingue ? », *Perspectives chinoises*, n° 85, septembre-octobre 2004, pp. 60-68.
39. *Tiaozhan 2008 — guojia fazhan zhongdian jihua xilie jianyan* (Discussions constructives sur le Défi 2008 — Aspects principaux du plan de développement national), Taipei, Taiwan zhiku, novembre 2002, p. 21.
40. *Zuqun duoyuan guojia yiti jueyi*, 26 septembre 2004, cf. <http://www.dpp.org.tw>; traduction anglaise, « Resolution on Ethnic Diversity and National Unity », *Taiwan Review*, janvier 2005, p. 11. Propre à Taiwan et développé par les sociologues nationalistes, le concept de *zuqun* est distinct de celui d'ethnie (*minzu*) mais il en est volontairement proche, créant souvent une ambiguïté en anglais ou dans les autres langues occidentales.
41. Dafydd Fell, « Le débat politique entre partis à Taiwan depuis les années 1990 », *Perspectives chinoises*, n° 85, septembre-octobre 2004, pp. 5-16.
42. Il a indiqué en août 2005 qu'il avait une grand-mère aborigène de la tribu des Pingpu, précisant que huit Taiwanais sur dix étaient également dans ce cas et confirmant donc les résultats des recherches effectuées par certains indépendantistes. *The China Post*, 10 août 2005.
43. Frank Muiyard, « Naissance d'une nation à Taiwan ? Essor de l'identité nationale taiwanaise et nouvel échec du Kuomintang à l'élection présidentielle », *Perspectives chinoises*, n° 82, mars-avril 2004, pp. 33-48.
44. En décembre 2001, les résultats étaient les suivants : KMT 68 sièges ; PPP 46 ; DPD 87 et AUT 13.
45. Pour une lecture précise et nuancée de ces élections, cf. Frank Muiyard, « KMT : une victoire en trompe l'œil. Les élections législatives taiwanaises de décembre 2004 », *Perspectives chinoises*, n° 87, janvier-février 2005, pp. 45-56.
46. Christopher Hughes, *Taiwan and Chinese Nationalism. National Identity and Status in International Society*, Londres & New York, Routledge, 1997, pp. 95 et suiv.
47. Yun-han Chu, « Taiwan's National Identity Politics and the Prospects of Cross-Strait Relations », *Asian Survey*, vol. XLIV, n° 4, juillet-août 2004, p. 502.
48. T. Y. Wang & I-Chou Liu, « Contending Identities in Taiwan. Implications for Cross-Strait Relations », *Asian Survey*, vol. XLIV, n° 4, juillet-août 2004, pp. 568-589.
49. Dans son discours sur les relations d'Etat à Etat avec la Chine, cf. www.fas.org/news/taiwan/1999/0709.htm.
50. Emerson M. S. Niou, « Understanding Taiwan Independence and Its Policy Implications », *Asian Survey*, vol. XLIV, n° 4, juillet-août 2004, pp. 555-567.

51. Wu Nai-teh, « Rentong chayi de jiaxiang he zuqun chongtu » (Les fausses apparences des différences identitaires et les conflits inter-communautaires à Taiwan), *Zhongguo shibao* (China Times), 12 mai 2004, p. A6.
  52. Melissa J. Brown, *Is Taiwan Chinese ? The Impact of Culture, Power, and Migration on Changing Identities*, Berkeley, Ca., University of California Press, 2004.
  53. Frank Dikötter, *The Discourse of Race in Modern China*, Londres, Hurst and Co., 1992.
  54. Jean-Pierre Cabestan, « Chen Shui-bian et le triangle Taipei-Pékin-Washington », *Critique internationale*, n° 24, juillet 2004, pp. 51-65.
  55. Parmi ces engagements, citons : ne pas changer le nom, le drapeau ou l'hymne national du pays, c'est-à-dire de la République de Chine.
  56. *Asia Times Online*, 19 mars 2005.
-

RÉSUMÉS

Le nationalisme taiwanais est, à bien des égards, particulier. D'une part, il s'agit d'un phénomène avéré. D'autre part, secrété par un Etat jeune, la République de Chine à Taiwan, menacé par la Chine populaire et isolé sur le plan diplomatique, ce nationalisme est contesté. Il est assez puissant pour être perçu comme un facteur important d'évolution de Formose et de ses relations avec le continent chinois, mais pas assez pour ne pas faire l'objet d'une promotion volontariste de la part d'une partie de l'échiquier politique insulaire, et en particulier du gouvernement de Chen Shui-bian. Car, complexe, plurielle et essentiellement han, la société taiwanaise reste divisée face à son avenir, en particulier face à la perspective d'une indépendance de l'île, c'est-à-dire d'une rupture définitive avec la nation chinoise. L'opposition de la Chine populaire et d'une grande partie de la communauté internationale à cette indépendance accentue cette division. En outre, depuis 1987, Taiwan a tissé des liens économiques et humains chaque jour plus étroits avec le pays qui justement lui dénie toute souveraineté. Le nationalisme que l'Etat taiwanais a construit ne peut ignorer ces contraintes extérieures. Si les menaces verbales et militaires de Pékin ont contribué à renforcer ce nationalisme, l'on est en droit de s'interroger sur sa nature, ses limites et son avenir¹ :